



# Tarifification des émissions de GES agroalimentaires pour le Fonds pour les pertes et dommages

## Qui sommes-nous ?

- Plus de 3 000 entreprises et ONG dans plus de 100 pays ont soutenu notre campagne alimentaire sur la tarification du carbone en 2021.
- Plus de 70 partenaires de la coalition TAPP issus d'horizons divers (entreprises agroalimentaires, ONG)
- Représentant plus de 1,6 million de citoyens de l'UE.
- Partenaires aux États-Unis, en Afrique et dans 10 pays de l'UE.

### Nos partenaires



Nous sommes en partenariat avec



### ONG membres de l'ACAI présentes dans les pays suivants



## Aux ministres du Climat, de l'Agriculture et des Finances des pays de l'OCDE et de la Chine, et à S.E. Mukhtar Babayev, président désigné de la COP29 et envoyé spécial de l'Azerbaïdjan pour le changement climatique.

Excellences, chers collègues,  
En tant que président désigné de la COP29 et ministres des pays de l'OCDE et de la Chine, vous vous êtes fermement engagés en faveur de l'action climatique et vous êtes déterminés à faire en sorte que la COP29 soit un succès. La COP29 peut être le tournant dont nous avons besoin pour l'action climatique au cours de cette décennie critique. En tant que ministres de l'environnement et responsables de pays du Sud, nous proposons ce qui suit:

*Considérant que:*

1. Notre système alimentaire est à l'origine de 33% de toutes les émissions mondiales de GES, dont la production animale contribue à hauteur de 14,5% à 20%iii; il génère donc la majorité des émissions mondiales de GES liées à l'alimentation.

2. La consommation de viande est en moyenne de 26,6 kg par habitant annuellement dans les pays en développement, de 71,4 kg par habitant annuellement dans les pays de l'OCDE, et de 61,98 kg par habitant annuellement en Chineiv, ce qui dépasse les lignes directrices mondiales et nationales en matière de régime alimentaire et de régime alimentaire.

3. La taille totale du cheptel mondial en unités de bétail devrait augmenter de 37 à 46 % entre 2012 et 2050vi, ce qui n'est pas conforme à l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat, à savoir des émissions nettes nulles d'ici à 2050.

4. L'empreinte climatique du bœuf (70 kg d'émissions de GES/kg d'aliments), du porc (12 kg d'émissions de GES/kg) et du poulet (9,9 kg d'émissions de GES/kg) est relativement élevée par rapport à d'autres de protéines alimentaires comme les légumineuses (2 kg/kg), les fruits à coque (0,4 kg/kg), entre autres.

5. Le secteur de l'élevage est l'un des principaux moteurs du changement d'affectation des sols et de la perte de biodiversité. Il est à l'origine de 13 milliards d'hectares de déforestation par an en raison de la conversion des terres à des fins agricoles (pâturages ou terres cultivées), ce qui a des effets néfastes sur l'eau, les sols, la biodiversité et le changement climatique.

6. Le dernier rapport du GIEC a reconnu ces problèmes et a proposé des taxes sur les émissions de GES pour la viande et les produits laitiers dans les pays à revenu élevé.

7. La dernière présidence de la COP27 a également abordé les niveaux élevés de consommation de viande dans les pays à revenu élevé et la nécessité de les réduire.

8. Dans la déclaration des Émirats arabes unis sur l'alimentation et le climat de la COP28, 159 pays se sont engagés à « passer de pratiques plus émettrices de gaz à effet de serre à des méthodes de production et de consommation plus durables ».

9. La feuille de route de la FAO intitulée Global Roadmap for Achieving Sustainable Development Goal 2 (SDG2) without Breaching the 1.5°C Threshold (Feuille de route mondiale pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2 (SDG2) sans dépasser le seuil de 1,5°C) indique que « la consommation élevée de produits alimentaires à forte empreinte GES dans certains endroits contribue inutilement aux émissions dans les systèmes agroalimentaires » et mentionne un objectif de réduction des émissions de la production animale de 3 % par an et des systèmes agroalimentaires neutres en CO2 d'ici 2035 grâce à une modification des taxes sur les produits alimentaires.

10. Les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays du G77 en Afrique et en Asie sont ceux qui souffrent le plus des effets négatifs des régimes alimentaires à forte empreinte,

sous la forme de changements climatiques graves, de pertes de récoltes, d'élévation du niveau de la mer et de déforestation.

11. Les politiques visant à réduire la consommation de viande sont sous-représentées dans les contributions déterminées au niveau national (CDN), comme le montre le premier inventaire mondial (GST).

12. Plus de trois mille entreprises et ONG de plus de cent pays ont signé une lettre adressée aux présidents des cinquante pays qui consomment le plus de viande par habitant, leur demande la mise en œuvre des politiques visant à réduire la consommation de viande ainsi que les produits laitiers grâce à des systèmes de tarification du carbone.

Nous pensons que la COP29 et les conférences ultérieures de la CCNUCC sur le climat ne pourront être couronnées de succès que si :

A. La déclaration finale comprend l'énoncé suivant : « abandonner la surconsommation de protéines animales conformément aux lignes directrices nationales ou mondiales en matière d'alimentation en mettant en œuvre des mécanismes de tarification des émissions de gaz à effet de serre dans les systèmes agroalimentaires ».

B. Il invite la Commission européenne, les pays de l'OCDE et la Chine à ouvrir la voie à une tarification harmonisée des émissions de gaz à effet de serre dans les systèmes agroalimentaires.

C. Elle utilise au moins 20 % des recettes des mécanismes de tarification des émissions de gaz à effet de serre susmentionnés pour financer le fonds pour pertes et dommages liés au changement climatique.

En tant que signataires de cette lettre, nous cherchons à susciter un sentiment d'urgence et à promouvoir une action concertée entre toutes les nations. Nous espérons que nos préoccupations seront prises en compte afin que la COP29 et les futures COP soient un succès.

Nous vous remercions d'avance au nom de tous les signataires: <sup>1</sup>



**Jeroom Remmers**

Directeur

True Animal Protein Price Coalition  
[info@tappcoalitie.nl](mailto:info@tappcoalitie.nl)



**Bienvenu Ongoundou**

Conseiller Technique Régional  
Africa Climate Action Initiative  
[bienvenu@africaclimate.org](mailto:bienvenu@africaclimate.org)

**Liste des signataires**

**ABBAS LAWAL, Balarabe,**

Ministre de l'Environnement du Nigeria

**CHEPTORIS, Sam,**

Ministre de l'Environnement et de l'Eau de l'Uganda

**TOIRAMBE BAMONINGA, Benjamin,**

Secrétaire Général à l'Environnement et au Développement  
République Démocratique du Congo

<sup>1</sup> Les pays non membres de l'OCDE peuvent signer la lettre en remplissant le formulaire : <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScRqHEAsrvrAG7yKlbdkYZASJaRZUC3adlcToIKHIN3Fqslg/viewform>, ou en envoyant un e-mail à [info@tappcoalitie.nl](mailto:info@tappcoalitie.nl) avec le nom et le titre du ministre et les coordonnées pertinentes.